

Des entrepreneurs aux chercheurs d'emploi, l'économie américaine plie mais ne

CONJONCTURE Après environ dix mois de présidence Trump, la politique des droits de douane fait grincer les dents de toujours plus d'Américains. Toutefois, malgré l'incertitude, le tissu économique résiste

BORIS BUSSLINGER, WASHINGTON

L'inflation est «morte», les Etats-Unis sont «le pays le plus chaud du monde» et, grâce aux droits de douane divers et variables imposés au monde entier depuis le début de l'année, l'Amérique est «à nouveau riche, puissante et sûre», affirmait Donald Trump il y a encore quelques jours.

Contrairement aux pronostics, ce dernier n'a pas coulé l'économie américaine. Toutefois, même si l'édifice tient le coup, les prix augmentent, la création d'emplois stagne et une majorité grandissante d'Américains estiment que leur condition économique devrait empirer dans le futur. Tableau de situation.

«Toute personne qui vous dira qu'elle sait ce qu'il va se passer dans les prochains mois ment ou a perdu la tête.» Ancien directeur de la division des finances inter-

nationales au Conseil de la réserve fédérale américaine (de 2011 à 2020), Steven Kamin n'a pas la langue dans sa poche. L'économiste de renom souligne d'entrée que si une certitude s'impose à l'heure actuelle, c'est que «personne ne sait vraiment où les Etats-Unis en sont ni où ils vont». Cela fait désormais près de dix mois que Donald Trump est de retour à la Maison-Blanche. Et le voyage n'a pas été de tout repos. A l'international, le second mandat du républicain a été marqué par une décision principale: l'imposition unilatérale de droits de douane en avril après avoir invoqué l'état d'urgence économique – une manœuvre dont la Cour suprême doit prochainement juger la légalité.

«America First»

Basée sur des calculs controversés de déficit commercial, la politique a fait bondir ces impôts de 2,5% en 2018 (en moyenne) à près de 15% aujourd'hui. La pilule passe mal à l'étranger mais le président américain avait prévenu: «America First». Ces taxes sur les importations, allègue-t-il, permettront de protéger les emplois américains et de corriger les

déséquilibres commerciaux. Tandis que les déportations d'immigrants (2 millions de personnes depuis le début de l'année, d'après les chiffres de l'administration) libéreront des places de travail. Les milliards encaissés de la sorte, couplés à des coupes massives dans le secteur de la santé, permettront de compenser les

Les Etats-Unis importent près de 100% du thé et du café consommés dans le pays

pertes suscitées par les baisses d'impôt pour les plus riches Américains – deux politiques adoptées en juillet dans le One Big Beautiful Bill Act (Obbba). Comment cela se traduit-il sur le terrain?

Depuis le retour au pouvoir de Trump, les recettes douanières mensuelles de l'Etat sont passées de 7 milliards de dollars en janvier à 30 milliards de dollars en septembre. Le montant dépasse

les prévisions de début d'année, toutefois le Bureau du budget du Congrès prévoit que l'Obbba ajouterait 3300 milliards de dollars à l'endettement public au cours des dix ans à venir. «Les droits de douane ne rapporteront pas assez d'argent pour réduire la dette mais, avec plus de 100% du PIB, les chiffres sont comparables à ceux de l'Europe», tempère Steven Kamin. Aux Etats-Unis, ces droits de douane imposés au monde entier ont un impact hétérogène.

Les producteurs d'acier américains bénéficient du renchérissement des importations du matériau. Beaucoup d'entreprises, comme la compagnie de tracteurs John Deere, gagnent et perdent à la fois – en souffrant de l'augmentation des prix du métal tout en profitant des tarifs sur l'importation de véhicules. Enfin, certains secteurs sont uniquement perdants. Les Etats-Unis importent notamment près de 100% du thé et du café consommés dans le pays. Mais Steven Kamin relativise: «L'économie américaine est moins intégrée que celle de l'Europe. Les importations comptent pour environ 11% du PIB. Une moyenne

de 15% d'augmentation des tarifs douaniers sur ce pourcentage a un impact modeste. Beaucoup d'entreprises ont en outre réalisé de gros profits ces dernières années, qui ont permis d'absorber les surcoûts.»

Les «ranchers» américains sont en colère

L'inflation est malgré tout de retour. Mais Steven Kamin se veut à nouveau rassurant: «Environ 3% de hausse s'inscrit dans la fourchette des prévisions de début d'année.» La politique des droits de douane commence toutefois à échauffer les esprits des politiciens, démocrates comme républicains, pressés par leurs électeurs. En octobre, la très conservatrice Association américaine des éleveurs de bovins dénonçait la conjonction des droits de douane réciproques, qui limitent ses ventes à l'étranger, et l'inflation, qui fait baisser son chiffre d'affaires domestique.

Et le soutien à l'Argentine, concurrente directe dont Trump souhaite quadrupler les importations de bœufs pour faire baisser les prix aux Etats-Unis – une hérésie pour les ranchers américains.

Sept membres républicains de la Chambre des représentants (Colorado, Minnesota, Kansas, Montana, Dakota du Nord, Dakota du Sud et Texas) ont écrit à la Maison-Blanche pour dénoncer la décision. Les producteurs de soja, qui ont pour la plupart voté Trump en 2016, sont également vent debout contre les dernières décisions du président. Leur première destination d'exportation, la Chine, n'achète (à moins d'un accord dans la nuit) plus une fève aux Etats-Unis. Pékin s'est réorienté sur... l'Argentine, qui fait des affaires florissantes avec Xi Jinping. Tout en bénéficiant d'un soutien de Trump payé par les impôts des Américains. Chuck Grassley, sénateur républicain de l'Iowa, un Etat agraire particulièrement touché, a frontallement dénoncé ce renflouage.

Enfin, alors que la Cour suprême se penchera la semaine prochaine sur la légalité des droits de douane, une sénatrice républicaine, Lisa Murkowski (Alaska), s'est jointe ce lundi aux démocrates dans une lettre appelant la Cour à reconnaître une usurpation du pouvoir présidentiel. Le même jour, la conserva-

rompt pas

trice Chambre de commerce américaine appelait le Congrès à «rétablir son rôle constitutionnel en matière de fixation des droits de douane». Avec ce message fort: «Les agriculteurs, les travailleurs et les chefs d'entreprise dénoncent les dommages causés par les droits de douane et l'incertitude économique qui en découle. Nos familles doivent faire face à une augmentation des prix. Les petites entreprises, les fabricants et les éleveurs sont confrontés à une hausse des coûts et la situation économique devrait encore se détériorer dans les mois à venir.»

Un pessimisme qui gagne tous les rangs

Dix mois après le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les derniers sondages montrent que démocrates comme républicains sont de plus en plus pessimistes quant à la situation économique future. Les chiffres du chômage (4,3%) sont les plus hauts depuis octobre 2021 – même s'ils restent à un niveau contenu. Les mises en chantier ont atteint leur plus bas niveau depuis 2020 et le dernier rapport sur la ques-

tion montre une faible création d'emplois au niveau national. Donald Trump défend cependant son bilan sur la base de deux indicateurs: les «17 000 milliards de dollars d'investissements» domestiques et étrangers, de la part de présidents, ministres et entrepreneurs, qu'il dit avoir décrochés depuis le début de son mandat – à prendre avec des pincettes, ce chiffre n'est toutefois basé que sur des promesses qui doivent encore se réaliser – et, moins discutable, les performances record de la bourse.

«On pensait que les droits de douane seraient sanctionnés par les marchés, dit Steven Kamin. Que les investisseurs bouderaient les USA. Mais le boom de l'IA (dont les entreprises phares sont toutes proches du président) tire largement la capitalisation boursière. C'est peut-être une bulle. Mais les investissements dans des méga-serveurs sont réels. Même si la bulle explose.» Fin octobre, la popularité du président était en baisse dans tous les sondages (environ 40%). Après environ 30 jours de *shutdown*, des centaines de milliers

de fonctionnaires ne sont plus payés, et, ce week-end, plus de 40 millions d'Américains pourraient perdre l'accès aux bons alimentaires. Les coûts moyens de l'augmentation du prix des assurances maladie devraient par ailleurs atteindre 30% en 2026, d'après les dernières prévisions.

Sans faire paniquer les spécialistes, qui inscrivent leur analyse dans le temps long. «La situation n'est clairement pas bonne, mais la politique présidentielle a moins d'impact économique qu'on ne le pense, juge Steven Kamin. Donald Trump semble déterminé à briser cette règle en prenant les pires décisions possibles. Mais jusqu'ici l'économie résiste. Les *shutdowns* ont en outre des effets limités et je ne m'attends pas à ce que celui-ci soit différent. Si Donald Trump ne dépasse pas le niveau de folie actuelle, j'en-visage un ralentissement de la croissance, une légère augmentation de l'inflation et des performances générales médiocres. Mais pas forcément un krach.» Les élections de mi-mandat diront si ces données convainquent les Américains. ■